



LES HOMOSEXUEL(LE)S CONTRE LE FICHAGE

Le Comité d'Urgence Anti Répression Homosexuelle (1) entame une action contre le fichage des homosexuel(le)s. Un responsable du CUARH présente le dossier.

LE fichage des homosexuels n'est pas un phénomène nouveau. Dès avant la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire avant que le régime de Vichy ne crée un délit spécifique d'homosexualité, la police fichait les homos. Aimé Spitz, qui fut animateur d'Arcadie et de David et Jonathan en Alsace, raconte comment la Gestapo, après l'arrivée des troupes nazies, s'installa dans les villes alsaciennes : « Leur premier objectif fut la chasse aux homosexuels. Leur travail fut facilité par la police française qui livra à la Gestapo les fichiers des homosexuels d'Alsace. Ainsi bon nombre d'entre nous furent arrêtés et transférés au camp de rééducation de Schirmeck ». On voit donc comment le « travail patient » de la police française de fichage des homos a finalement servi à remplir les camps de « triangles roses ».

Délinquants en puissance

Le régime de Vichy et celui de la Libération ne seront pas plus doux pour les homos : criminalisation de tout rapport sexuel (homo ou hétéro) en dessous de 15 ans et création du délit d'homosexualité pour tout rapport homosexuel impliquant un mineur. Dès lors le fichage et le contrôle policier n'avaient aucune raison de s'arrêter. En janvier 1959, le Directeur de la Police Judiciaire, M. Fernet, s'en vante même dans la Revue Internationale de Police Criminelle. Dans un article intitulé : « L'homosexualité et son influence sur la délinquance » il expose « l'intérêt qu'il y a pour la police à bien connaître ce milieu et à faire tous les efforts pour en identifier les membres. Il s'agit d'un monde secret, fermé, où les témoignages sont rares et en tout cas prudents, où les indications et dénonciations sont pratiquement inexistantes. En cette matière donc se vérifie d'une manière cruciale l'adage : pas de bonne police sans archives ». L'ardeur des policiers à traquer les homos va trouver une nouvelle chance avec les suites de l'amendement Mirguat qui, en 1960, qualifie l'homosexualité de fléau social.

En effet, dans la foulée, une ordonnance prévoit une aggravation de peine en cas « d'outrage public à la pudeur » homosexuel. Cette ordonnance sera peu appliquée par les tribunaux qui hésiteront à envoyer en prison pour 3 ans des homos trouvés au fin fond d'un fourré des Tuileries la nuit ; mais par contre cela va justifier les incessants contrôles policiers dans tous les lieux homosexuels de rencontre, voire le racket sur les établissements homosexuels (bars, saunas, cinémas) ; pour eux le choix est clair : payer la police ou bien celle-ci viendra constater des outrages publics à la pudeur dans le troisième sous-sol sombre d'une boîte

(comme le disait l'avocat du Manhattan il y a deux ans).

Et aujourd'hui ?

Certains prétendent qu'aujourd'hui, ère du libéralisme avancé aidant, le fichage des homosexuels serait passé de mode. Il n'en est rien. Tous les témoignages, émanant aussi bien de Paris que des villes de province, montrent que ça continue comme avant. D'ailleurs, que pourrait bien faire le groupe de contrôle des homosexuels de la préfecture de police ? Et pourtant l'homosexualité entre adultes n'est pas un délit. Ainsi à Paris, il y a quelques années, il semble que la police utilisait une technique particulière de fichage : lorsqu'une personne était contrôlée sur un lieu considéré comme lieu de rencontre homo, on la classait dans la catégorie « PH » : Présumé Homosexuel ; si la même personne était retrouvée dans d'autres contrôles identiques et sans qu'elle contrevienne en aucune façon à la loi, on la classait au bout d'un certain nombre de fois dans la catégorie « H » : Homosexuel. Aujourd'hui, tout cela est informatisé ; tous ceux qui ont vu les cartes perforées, utilisées lors des contrôles dans les commissariats, le savent. A Lille, les policiers n'ont de cesse de faire signer, à ceux qu'ils ont arrêtés sur des lieux de drague, une déclaration « reconnaissant qu'ils sont homosexuels ». Dans quel but ? A Angers, une jeune femme, qui avait été violée et qui avait porté plainte au commissariat, s'est vue présenter pour reconnaître ses agresseurs un fichier des homosexuels hommes ! Finesse de la police qui assimile les homosexuels hommes à des violeurs de femmes !

Et il ne faudrait pas croire que le fichage ne touche que les homos masculins. Il se fait également pour les lesbiennes : contrôle des groupes, des numéros de voiture devant les boîtes, etc. A cet égard il est piquant de raconter cette anecdote : une bonne mère de famille bourgeoise parisienne s'est vue reprocher, par un commissaire de ses amis, d'être lesbienne. Indignation vertueuse de la dame. Le commissaire lui explique alors que sa voiture a été repérée plusieurs fois rue Sainte-Anne. Renseignements pris, c'était son fils qui lui empruntait sa voiture pour faire quelques virées nocturnes dans Paris. Le contrôle des lesbiennes se fait également par enquête auprès des voisins lorsque celles-ci cherchent certains emplois où il faut être de bonne moralité, ou bien lorsqu'elles ont un problème de garde d'enfants.

Que faire ?

Cécile Goldet, sénateur socialiste, interpella en mai dernier le gouvernement

sur le groupe de contrôle des homosexuels en demandant sa suppression, et en qualifiant ce groupe d'illégal. Aucune réponse du gouvernement.

Nous devons exiger la suppression des fichiers et l'arrêt du contrôle policier des homosexuels car cela porte atteinte à notre vie privée. A cet égard le récent débat sur la nouvelle carte d'identité informatisée paraît particulièrement inquiétant.

Il est donc urgent de se mobiliser contre le fichage avant qu'il ne soit trop tard. En tant qu'homosexuels, nous devons donc prendre au plus vite des contacts avec tous ceux qui luttent contre l'informatisation de la société, nous servir de la loi Informatique et Libertés du 06-01-1978 : cette loi interdit en effet d'utiliser, conserver ou communiquer toute information relative à la race, l'opinion politique, la religion, l'appartenance syndicale. Cette loi devrait être étendue à l'orientation sexuelle.

Or, le 28 janvier 81 les représentants de 7 pays (RFA, Autriche, France, Luxembourg, Danemark, Suède, Turquie) ont signé une convention pour la « protection des personnes à l'égard des traitements automatisés des données à caractère personnel ». Ce texte, qui entrera en vigueur dès qu'il sera ratifié par 5 pays, proscribit les données relatives à l'origine raciale, aux opinions politiques, à la santé, à la religion, au passé judiciaire et à la vie sexuelle des personnes. Il faut prendre appui sur ces textes pour interroger le CNIL sur le fichage des homos. De même on peut s'appuyer sur le fait que l'administration doit communiquer les informations concernant les personnes pour interpellier le Ministère de l'Intérieur (du moins ceux et celles qui se savent fichés).

A Zurich, les homos ont obtenu la destruction des fichiers d'homosexuels. La bataille sur le fichage et le contrôle est une condition indispensable de notre survie, personnelle souvent, mais aussi collective car nombre d'homos, femmes et hommes, hésitent à s'engager à participer à un groupe homo, à manifester pour le droit des homos du fait du fichage. Ce sera une bataille de longue haleine certes, mais commençons-la rapidement !

Gérard Bach

(1) CUARH : 1 rue Keller 75011 Paris

Centres de recherche, centres de calcul, bibliothèques, associations peuvent aussi être abonnés à Terminal... 230 F